



CDEN du 20 février 2025

Les organisations syndicales CFDT, CGT, FO, FSU, UNSA-Education, tiennent à commencer ce CDEN en rappelant leur opposition à la suppression de 9 postes cette année dans les écoles de l'Allier, ainsi qu'à la fermeture de 10 divisions en collèges (très au-dessus de la prévision de 80 élèves en moins) et d'une division en Segpa.

La carte scolaire est un sujet de politique nationale : si elle a été moins terrible qu'annoncé c'est en relation avec la crise politique nationale et, dans ce cadre, avec la grève majoritaire des personnels de l'enseignement public du 5 décembre dernier et du reversement du gouvernement Barnier qui prévoyait la suppression de 4 000 postes.

Pour autant, les propositions du gouvernement Bayrou : - 470 postes sont encore lourdes de conséquences, dans notre département comme ailleurs.

Ces mesures arrivent après celles des années précédentes : il y a donc une accumulation de retraits. La carte scolaire de 2023 avait commencé par l'annonce violente de 68 fermetures de classes, pour en faire « passer » au final 29. 19 en moins l'an dernier et 9 cette année : cette orientation générale est inacceptable, car c'est de plus d'école publique et de plus de service public dont nous avons besoin. Et cela passe par des créations de postes de remplaçants, d'enseignants spécialisés, de psychologues scolaires ...

La manière même dont se sont à nouveau déroulées les opérations de carte scolaire le démontre. En effet, les fermetures envisagées initialement étaient de 30, pour 18 ou 19 selon ce qui va nous être annoncé dans ce CDEN. Pourquoi un tel chiffre initial, toujours plus élevé que le chiffre final, et suscitant inquiétudes et mobilisations ?

Parce qu'en regard de ces fermetures envisagées, il y avait certaines des ouvertures nécessaires, ainsi que des créations de moyens de remplacement. Finalement, pour faire passer les 9 postes en moins, il y a donc bien moins d'ouvertures que nécessaire, et à nouveau, comme depuis plusieurs années consécutives, pas de moyens de remplacement en plus !

De plus, la transformation des postes de brigade de formation continue (BFC) en brigade généraliste, constitue un mauvais signal pour l'assurance de la formation continue

Mme la Dasen a en outre précisé avoir voulu éviter les fermetures de classes faisant passer les effectifs moyens d'une école à 22 élèves par classes, là où sa prédécesseuse donnait le chiffre de 24. Mais des moyennes à 22 et plus, il y en a dans le département : il faudrait donc, selon ce même critère comptable, y ouvrir autant de classes ! En tenant compte de l'inclusion des élèves en situations de handicap qui pour 36 d'entre eux n'ont même pas d'AESH à ce jour.

En outre, nous nous inquiétons du glissement concernant les fermetures de divisions en collèges : là où une division, hors REP, était ouverte lorsque le seuil de 30 élèves était franchi, nous en sommes à présent à 31, et bientôt à 32. Là encore se produit une dérive inacceptable.

La carte scolaire soulève des questions de démocratie, aux échelles départementale et locale. Si nous avons boycotté le CDEN d'avant-hier, permettant ainsi aux élus qui n'avaient pu en être destinataires d'avoir connaissance des dernières propositions de la DSDEN faites la veille en CSA-SD, c'est pour protester contre l'idée d'un calendrier contraint qui voudrait que tout soit terminé, coûte que coûte, avant les vacances d'hiver. Cela ne tient pas, et plusieurs écoles devront être réexaminées d'ici fin juin.

Une procédure démocratique et dépassionnée envers la carte scolaire demanderait une concertation continue, pluriannuelle, et traitant également des collèges et des Segpa. Nos organisations syndicales comme les élus locaux sont demandeurs de cette manière de travailler. Mais ceci ne serait vraiment possible qu'à condition d'avoir une politique tournée vers plus, et non pas moins, de services publics et d'agents publics.

Dans l'Allier, cela veut dire une politique qui ne présente pas le déclin démographique comme inéluctable et automatique, allant jusqu'à le provoquer dans bien des communes, précisément par des mesures de carte scolaire, mais une politique volontaire qui comprenne et assume qu'un territoire « non métropolitain » et plein de verdure peut et doit être un territoire d'avenir !